

COURRIERS DES LECTEURS _____

_____ POUR UNE VRAIE RÉFORME _____

DES PREMIERS CYCLES UNIVERSITAIRES EN SCIENCES

Jean-Baptiste HIRIART-URRUTY

Université Paul Sabatier Toulouse

Après la période d'inscriptions universitaires qui, à part celles dans la filière "éducation physique et sportive", n'ont pas donné lieu à des commentaires particuliers cette année, voici venue la rentrée, avec toutes les incertitudes qu'elle comporte, les interrogations qu'elle suscite, notamment sur la transition des mesures préconisées par F. Bayrou vers celles envisagées par le nouveau ministre de tutelle, C. Allègre. Parmi les points en suspens et qu'il faudra inévitablement remettre sur le tapis figure celui des *premiers cycles universitaires*. A ce sujet beaucoup de choses ont été avancées, commentées, discutées... mais on ne peut plus se contenter de "mesurettes" ou d'ajustements locaux, il y a, me semble-t-il, des décisions plus drastiques à prendre. Je parlerai ici des premiers cycles à dominante scientifique, ceux que je connais le mieux, et je ne m'attends pas sur ce dossier sensible à faire l'unanimité chez les différentes parties prenantes.

1. Le constat

Ne nous voilons pas la face, *les premiers cycles sont les "banlieues" de nos universités...* Énormes structures lestant nos universités, concentrant une bonne part du "mal-vivre" des enseignants-chercheurs et - surtout - des étudiants, ils ont besoin de plus qu'un toilettage ou une série de mesures au coup par coup. Mais d'abord, qui intervient actuellement comme enseignants dans ces premiers cycles? Il y a schématiquement trois types d'intervenants :

— Des maîtres de conférences ou professeurs ayant décroché, pour une raison ou pour une autre, et depuis longtemps parfois, de toute activité de "production et de diffusion de connaissances nouvelles" (activité résumée par le vocable de "recherche"); ils y font l'essentiel de leur service statutaire et y consacrent, pour certains d'entre eux, toute leur énergie.

— Des maîtres de conférences ou professeurs, motivés et conscients des enjeux de la formation en premiers cycles, mais qui s'usent à la longue et se découragent face à un manque de soutien de

l'environnement et d'appuis logistiques (secrétariats, appariteurs, etc.); engagés par ailleurs dans la recherche active, ils y font une partie de leur service statutaire.

— Enfin (et c'est sans doute la population la plus importante si l'on compte en heures de présence devant les étudiants), des moniteurs, attachés temporaires (ATER), vacataires, enseignants à temps partiel, souvent recrutés au dernier moment (en septembre), n'ayant parfois jamais enseigné ou corrigé de copies de leur vie, peu contrôlés ou évalués. De bonne volonté certes, ils donnent une image d'un fonctionnement approximatif et au coup par coup.

Ensuite, qui vient étudier dans ces premiers cycles ? En gros deux populations d'étudiants :

— Ceux qui échouent là par défaut, désorientés (= non orientés) ou peu motivés, qui "n'ont rien payé pour rentrer" (au sens, non financier, où "ça ne leur a pas coûté d'y avoir été accepté").

— Ceux ayant fait le choix positif de l'université, motivés et désireux de bien faire (j'accueille chaque année quelques bacheliers mentions Bien ou Très-Bien dans mon amphithéâtre de premier cycle); ils méritent qu'on s'occupe sérieusement d'eux.

A ce tableau bien noir des paysages de premiers cycles que j'observe depuis des années, je n'ajouterais qu'un élément nouveau car récent (depuis deux ans) : une décrue assez nette des flux entrants, qui permet d'espérer dans les années qui viennent un rétablissement, au moins "physique", d'une situation en dégradation constante (en qualité) depuis quelques années. Un dernier point qui mérite d'être souligné : si la semestrialisation (vécue pleinement dans mon université depuis dix ans) a la faveur des étudiants, et aussi d'une partie des enseignants (pas tous !), la modularisation mise en place dans bon nombre d'universités il y a quatre ou cinq ans a conduit, il faut bien le reconnaître, à une organisation beaucoup trop complexe et à des résultats médiocres...

Ne nous voilons pas la face (bis) : "*le Bac est passé à Bac +2*", tous les problèmes auxquels ont été confrontés nos lycées dans les années quatre-vingts (arrivée massive d'élèves provenant des collèges, hétérogénéité des cohortes, absence de projets d'études ou professionnels de la part des élèves, etc.) se retrouvent dans les premiers cycles universitaires.

2. Alors, que faire ?

Devant ces immenses machines à frustrer (ou à broyer) du jeune, je suis devenu au fil du temps partisan de solutions radicales, je préconise la création de structures plus conformes à la réalité

universitaire d'aujourd'hui et de celle prévisible de demain : des *Instituts Universitaires de 1er Cycle (IU1C)*, c'est-à-dire des établissements, accolés ou non à une université-mère de proximité, avec : une *typologie* ad hoc, un *corps d'intervenants* à statuts précisés, des *objectifs* clairs et annoncés, et des *moyens* de fonctionnement minimaux.

— *Typologie* : voisine des actuels IUT en France ou “colleges” en Amérique du nord (aux États-Unis ou - peut-être mieux - au Canada); en tout cas une certaine autonomie, y compris vis-à-vis de l'université à laquelle il est accolé ou rattaché, est nécessaire. Sont à prendre en compte dans ce schéma tous ces premiers cycles délocalisés auxquels une structure d'IU1C donnerait plus d'oxygène.

— *Corps d'intervenants* : Maîtres de conférences, professeurs d'universités et PRAG comme actuellement, mais sur une base contractuelle et plus claire d'interventions :

(a) Le service des PRAG serait aligné sur celui - actuel - des professeurs des CPGE, avec des évaluations ou contrôles, et l'obligation de se tenir au courant des avancées des connaissances et d'en faire profiter les étudiants qu'ils forment.

(b) Maîtres de conférences, professeurs d'université : engagés par ailleurs dans la préparation ou l'encadrement de thèses, dans la recherche active disons, ils interviendraient pour une part de leur service statutaire (mettons 20% au minimum) sur une base contractuelle : par exemple, engagement sur une période de trois ans dans une formation donnée, confection (ou collaboration à la confection de) supports écrits ou multimédias destinés aux populations visées, et évaluations de leurs interventions par les étudiants ou l'administration.

On peut (et doit) imaginer des passerelles entre le statut “PRAG” et le statut “Maître de conférences-Professeurs”, voire des aller-retours sur des périodes annoncées de trois ans. La régulation entre les populations (a) et (b) est l'affaire de la puissance publique; en tout cas le vivier actuel de jeunes enseignants-chercheurs disponibles pour l'un ou l'autre des statuts est très fourni. Autre suggestion : qu'on recrute dans les catégories (a) et (b) (maîtres de conférences, PRAG) des personnels docteurs et agrégés; l'argumentaire pour étayer une telle proposition est trop long pour que je le présente ici (de plus cela suppose une plus grande variété dans les concours d'agrégations).

(c) Les employés temporaires ou en cours de formation (moniteurs, vacataires, ATER, etc.) à condition qu'ils soient un peu mieux encadrés qu'ils ne le sont actuellement. Que les maîtres de conférences ou professeurs soient de véritables “maîtres de stages”, et donc, pour

que cela fonctionne effectivement, que cet encadrement soit pris en compte dans leur service statutaire (disons l'équivalent de 5 heures de travaux dirigés par personne encadrée, comme c'est le cas actuellement pour l'encadrement de projets ou de stages de fins de cycles).

— *Objectifs.* On attend de ces IU1C (qui peuvent et doivent sans doute être variés dans les formations qu'elles proposent (généralistes, professionnalisées, technologiques) des produits bien formés, fiables, prêts à une orientation (sélection ?) à Bac+2.

— *Moyens.* Quand je vois les moyens (en locaux, en personnel de secrétariat ou de service) avec lesquels fonctionnent actuellement les premiers cycles, je n'ai envie de dire qu'une chose : donnons à ces IU1C les *moyens normalement affectés à un lycée*, ni plus ni moins... Je me permets ici un aparté sur les moyens : quand je vois ce qui a été investi dans la toute nouvelle École des Mines d'Albi-Carmaux, à une heure de route de l'Université Paul-Sabatier de Toulouse où je travaille, pour des petites promotions d'étudiants (quelques dizaines), et que je compare à ce avec quoi fonctionnent les milliers d'étudiants du premier cycle scientifique de mon université, je me dis qu'il y a décidément quelque chose de vicié dans la répartition des moyens par les pouvoirs publics (qu'ils soient nationaux ou régionaux)...

Certes la création des IU1C demande une prise de décision un peu "au bistouri", comme celle qui a conduit dans ce pays à la création des IUFM il y a quelques années ou à celle des IUT ou même des INSA il y a une trentaine d'années. De mon point de vue, on a déjà laissé trop dériver le système et, de plus, les esprits semblent avoir évolué et être prêts à une telle opération.

3. Vers une régulation à Bac+2.

Comme je l'ai déjà dit plus haut, le Bac est passé à Bac+2. Il est vrai que la première "bifurcation" se fait à la sortie du Bac, mais le "vrai choix de projet professionnel" se fait davantage à Bac+2 : les changements de voies (IUT vers Universités, CPGE vers deuxièmes cycles universitaires généralistes ou professionnalisés, DEUG vers concours d'ingénieurs ou administratifs, etc.), les reprises de cycles d'études aussi, c'est toute une "gare de triage" qui fonctionne à Bac+2. *Alignons donc tout à Bac+2*, notamment les IUP (au lieu de Bac+1 comme actuellement) qui verraient ainsi aller vers eux, plus facilement, les flux latéraux autres que les flux DEUG, c'est-à-dire des étudiants provenant d'IUT, de CPGE, etc. Face à cette population diversifiée et bien formée à Bac+2 s'ouvriraient alors, pour ceux qui souhaitent poursuivre, toute une panoplie de formations (à entrées régulées ou pas) comme : les écoles

d'ingénieurs, les deuxièmes cycles universitaires, les IUP, les années spéciales d'IUT et bien d'autres structures. L'"orientabilité" pour les jeunes y gagnerait beaucoup, la lisibilité de la part du monde des entreprises aussi.

Oui il faut réformer les premiers cycles universitaires. Et vite.

PRAG : professeurs agrégés nommés dans l'enseignement supérieur, avec un service statutaire double de celui d'un enseignant-chercheur (professeur ou maître de conférences); n'ont pas obligation d'activités de recherche.

DEUG : diplôme d'études universitaires générales

CPGE : classes préparatoires aux grandes écoles

IUT : Institut universitaires de technologies

INSA : Institut national de sciences appliquées

IUFM : Institut universitaire de formation des maîtres

IUP : institut universitaire professionnalisé.

HALLUCINATION...

UNE DÉSAGRÉABLE JOURNÉE

Bernard GAVEAU

Université Paris 6

Les traités récents de psychologie décrivent l'expérience suivante : plusieurs objets, des boules, des cubes, de tailles légèrement différentes, sont présentés à un groupe de dix personnes. Celles-ci doivent appairer les objets par couples de tailles voisines. Le groupe est soumis à plusieurs essais et évidemment, chaque personne effectue cet appariement sans problème. Puis, dans les essais suivants, neuf des dix personnes, qui sont de connivence avec l'expérimentateur, effectuent un mauvais appariement, alors que la dixième personne, le sujet de l'expérience qui ne connaît pas les conditions de celle-ci, continue d'effectuer un appariement normal. Finalement, 40% environ des sujets se rendent à l'avis de la majorité des neuf personnes. Le sujet "rationalisera" sa décision en disant qu'il a dû être trompé par ses sens, victime d'une illusion et que la grande majorité ne peut qu'avoir raison. Les 60% des sujets qui maintiennent un classement normal, expliqueront, après l'expérience, que celle-ci leur fut pénible. L'expérience terminée, l'expérimentateur explique aux sujets "convaincus" par la majorité

quelles furent les conditions expérimentales. Il est alors encore plus remarquable ou peut-être plus préoccupant, que certains sujets persistent à maintenir comme vérité, l'erreur qu'ils acceptèrent volontairement, accusant l'expérimentateur de continuer l'expérience en exerçant une nouvelle provocation, vérifiant ainsi que l'énoncé de la vérité n'est jamais fait pour apaiser.

Les conditions de la réunion d'une journée convoquée par Mesdames et Messieurs les Experts et Responsables Universitaires, furent à la fois analogues et différentes de celles de l'expérience précédente. Au lieu d'une expérience dans un laboratoire de psychologie, il s'agissait, comme pour toute réunion de ce genre, d'une mise en scène d'un théâtre de guignols où l'on faisait semblant de négocier, alors que les technocrates avaient déjà pris toutes les décisions. Au lieu d'apparier des cubes, on parlait du contrat de "plan quadriennal" concernant les "politiques" de l'enseignement et de la recherche à l'Université X, en mathématiques, mais ce n'est pas le point fondamental ici. Comme dans l'expérience, la quasi-unanimité des personnes présentes étaient de connivence pour apparier leurs cubes de façon aberrante. Une ou deux personnes placées dans les conditions du sujet maintiendraient des avis opposés, mais, à la différence de l'expérience, ces personnes connaissaient d'avance les conditions de la mascarade, car ils avaient déjà participé à plusieurs réunions analogues. Rappelons que l'autonomie des Universités, ainsi que la liberté et l'indépendance des activités d'enseignement et de recherche furent bien imprudemment garanties par la Loi et la Constitution. Il fallait, sans toucher à ces textes, corriger ces graves imprudences, ce qui fut mis au point durant la décennie précédente, l'idée technocratique étant d'imposer une politique nationale d'enseignement et de recherche, en forçant les Universités à signer un contrat avec le pouvoir politique. Les avantages furent tellement impressionnants qu'aucune caste dirigeante ne pût y résister : on arrosait les copains, on punissait les mal-pensants, on utilisait l'Université comme robinet de contrôle du chômage, que les chefs, pour des raisons évidentes d'assujettissement de la population, n'avaient aucun intérêt à résorber, mais dont il fallait maintenir les statistiques virtuelles aussi basses que possible, surtout, on domestiquait l'Université, en corrompant recherche et enseignement, en imposant des foutaises concoctées par les "spécialistes" de l'éducation, par les donneurs de leçons et les évaluateurs professionnels de la recherche. En résumé, on avilissait l'Université et ses deux missions fondamentales : élaborer la compréhension de notre monde et transmettre à nos successeurs notre savoir et l'habitude de penser seuls, et parfois, s'il le faut, contre tous. Après sept cents ans de pratique universitaire, on avait enfin réussi à en détruire le concept. Il fallut néanmoins

attendre notre époque pour appliquer ce programme de détournement des institutions universitaires, parce qu'il fallait bien attendre que celles-ci se fussent suffisamment gonflées de personnes qui ne prenaient plus au sérieux les activités universitaires, mais dont les seuls soucis étaient leur propre carrière, l'influence idéologique des groupes auxquels ils étaient inféodés et leur volonté de participer à des rapports de force et de pouvoir, collaborant ainsi à l'assujettissement de l'Université au pouvoir politique et à son abrutissement idéologique. Dès lors, le concept d'Université était escamoté, mais les apparences étaient sauvées car le vocabulaire continuait d'être utilisé comme si rien n'était changé. La stratégie fut donc d'imposer la politique nationale d'enseignement, de recherche et de la culture, triple contradiction dans les termes, comme si l'on pouvait décider politiquement de l'enracinement dans une tradition par la culture, du développement et de la transmission des connaissances par voie réglementaire, comme si l'on ne savait pas que la politique d'une part, les activités intellectuelles et les attitudes morales et spirituelles d'autre part, ne procédaient pas d'ordres fondamentalement hétérogènes, n'étaient pas totalement imperméables l'une à l'autre et que leur confusion volontaire était exactement la signature d'un système totalitaire. Bien sûr, l'expérience historique avait enseigné que le totalitarisme ne peut durablement se fonder sur la violence physique ou psychologique, qu'il ne s'établit que par des comédies de concertation et d'autocensure organisées par des personnalités éclairées, à qui il était permis, sous prétexte de dynamique et d'image, de transgresser le système des lois et des règlements tout en le maintenant intact. Les opposants apparaissaient alors comme victimes d'un délire de la persécution, puisqu'aucune loi n'était supprimée. L'immense majorité ne pouvait que faire confiance à ses chefs, endormie dans la convivialité et la pseudo-rationalité, le sentiment de l'appartenance au groupe, le refus de toute responsabilité entièrement remise au chef irresponsable, le repli sur soi par peur de la diversité du réel, l'exigence d'une unité artificiellement imposée, la promesse d'un progrès indéfini, mais aussi indéfiniment reporté sous prétexte de stratégies supérieurement calculées, et lorsqu'il arrivait que le peuple s'opposât par un vote à une décision prise par les chefs, il suffisait de recommencer ce vote jusqu'à ce que le peuple eût finalement entendu quel était son intérêt. Dans ce tableau, Messieurs les Experts constituaient le corps d'inspection de la police de la pensée. Ils inspectaient les agents locaux de la police, pour vérifier si ceux-ci appliquaient bien leurs directives, tout en respectant formellement les principes de concertation et de négociation. On procédait à l'évaluation, c'est-à-dire aux activités virtuelles de rédaction de rapports, de contrats, de plans, de structurations, de réunions de comités, équipes, commissions et conseils, qui aboutissaient pour les

victimes de ces activités à un ralentissement des activités réelles, la réalité des activités virtuelles remplaçant la réalité des activités réelles, le temps réel passé en activité virtuelle étant d'autant plus grand qu'il fallait se casser la tête pour effectuer ces activités virtuelles de remplissage de données réelles, à partir d'une absence d'activités réelles puisqu'on passait son temps en activités virtuelles, ce qui générerait une virtualité dérivée du second ordre. La partie du rapport d'activité laissée à l'imagination du demandeur, consistait à s'autocongratuler pour ce qu'on avait fait, on avait effectué des percées spectaculaires qui avaient changé le cours du monde, on avait inventé une technique nouvelle, ouvert de nouvelles directions, on devait prévoir ce qu'on ferait les années à venir, les étapes de la réalisation du plan, les "milestones", les jalons, on devait établir des procédures d'auto-évaluation, avec toute une structure de comités et de sous-comités pour toute décision. La seule façon de réaliser le programme était d'avoir déjà "produit" tout ce qu'on prédisait de produire, cependant qu'on produirait tout ce qu'on prédirait de produire durant le prochain plan, c'était la condition de survie, une course en avant dans laquelle on se projetait constamment en ne faisant pas ce qu'on disait y faire et en faisant ce qu'on dirait y faire plus tard et qu'on n'avait pas dit qu'on ferait. La matinée de cette désagréable journée se passa à inspecter le passé et le futur de l'enseignement. L'Université apparaissait tel un gigantesque système de mécanique des fluides, étudiants et enseignants, fluides dont on mesurait les masses, les flux, le nombre de professeurs par M2, le nombre de diplômés par an fois M2, tout était réifié en unités de mesures farfelues. L'important était l'image : une image de groupe homogène, de convivialité partagée avec enthousiasme, une image de dynamisme évolutif, à la fois souple mais aussi structuré et structurant, reflétant la structuration moderne de l'enseignement et de la recherche, reflétant la restructuration constante de toutes les structures, la "jouvence" de ses composantes, une image transparente et lisible. L'ennui, c'est qu'un objet transparent n'a pas d'image, ou plutôt qu'il ne fait que transmettre sans la modifier une autre image et c'était bien là ce qui se produisait, l'image réelle était celle du verbiage creux de Mesdames et Messieurs les Experts et Responsables Universitaires qui s'étaient réfugiés dans leurs activités imaginaires parce qu'ils étaient incapables d'activités réelles, parce qu'ils n'étaient pas à leur place à l'Université, dans un travail constructif et souvent ingrat. Mais, comme le dit Monsieur l'Expert en chef, l'important n'était pas le vrai travail, ce qu'on publiait ou pas, l'important était la dynamique, l'animation des structures, l'évolution des projets, la transparence et la lisibilité des organisations, ... et il nous fallut supporter ce verbiage pendant une journée, et nous n'en étions encore qu'à la demie-journée. L'après-midi fut le clou,

avec la discussion du “volet recherche” . L’un des collaborateurs locaux du système était partisan de la manière forte : assez de ces collègues parasites et fainéants, assez de ces étudiants en thèse, ces “doctorants” traînant dans les couloirs, il fallait organiser, structurer, encadrer, diriger, contrôler, vérifier, systématiser, sanctionner. Tout devenait contrainte et organisation, la souplesse des évolutions était elle-même le résultat de la contrainte imposée par les collaborateurs de la pensée unique. Le slogan était l’unité, la réunification, les regroupements, autoritaires et forcés de préférence, la fédération. Il fallait aussi imposer une langue commune à tous, sorte d’avatar de la “novlangue” de “1984”, une langue universelle, unifiant tous les concepts par un lexique aussi réduit que possible, c’était le langage des faisceaux, en les deux sens du terme, qu’on voulait imposer, un langage rigoureux et enfin épuré ! Pourquoi pas un uniforme et une pointeuse pendant qu’on y est ? Un autre nous apprit qu’il ne fallait développer qu’une direction de recherche, la sienne évidemment, et que les recrutements de nouveaux enseignants devaient se faire dans la ligne, en passant outre les instances officielles et représentatives. Un autre “responsable” nous indiqua qu’il était grand temps de “nettoyer” les mathématiques de façon autoritaire. Ils oublient que l’autorité est un concept dialectique, de sorte que celui qui y fait appel explicitement, signale, par là-même, qu’il en est totalement dépourvu, ce qui était bien le cas pour ceux qui en parlaient. Voulait-on imposer de force des projets de recherche ? Mais qui en déciderait ? Les experts et leurs collaborateurs locaux ? Précisément leur collaboration à ce système signifie qu’ils sont devenus (ou ont toujours été) incapables de tout travail créatif. De quel droit X décidera que Y doit démontrer l’hypothèse de Riemann dans quinze jours ou faire converger l’électrodynamique quantique dans un an ? Et si Y échoue, X virera-t-il Y ou le punira-t-il ? Et si Y réussit, X cosignera-t-il le travail ? Toute personne qui pratique une activité de recherche sait combien celle-ci est déjà assez difficile sans qu’elle soit embêtée constamment par des chefs qui veulent lui imposer leurs idées débiles. En recherche, il n’y a pas de chef, il n’y a que des débutants face aux problèmes nouveaux, le Führer-Prinzip du national-socialisme que certains veulent nous imposer par idéologie ou par imbécillité, n’a pas cours. Tout cela renvoyait à l’éternel problème de l’évaluation. Il fallait évaluer afin de gérer convenablement les crédits, puisque tout était crédit. La caste dirigeante et la police de la pensée unique n’ont qu’une idée très réductrice de la valeur, celle du pouvoir et de l’argent, tout s’identifiant donc à des questions de personnes, de chefs, de lignes budgétaires, tout est équivalent à tout, puisque tout est mesurable de façon monétaire. Et c’est pourquoi dans ce système, l’activité scientifique n’a pas d’importance, seule compte l’activité icônique perçue par les déci-

deurs incompetents, en fait le travail réel est néfaste car il donne une image besogneuse de la recherche, une image monétairement négative, une image à l'opposé de la théorie ricardo-marxiste de la valeur dont nous héritons, la théorie monétaire du savoir. Quelle est la valeur monétaire des équations de Maxwell, de la découverte de la radioactivité, de la pénicilline, combien Maxwell, Becquerel ou Fleming ont-ils été payés? L'ironique, c'était que les personnes exerçant les disciplines les plus abstraites étaient les défenseurs les plus résolus de la théorie monétaire du savoir. Le problème est que la caste dirigeante ne comprend pas qu'une activité de recherche ne peut se mesurer en terme de rentabilité. Les mécènes princiers d'autrefois le savaient d'ailleurs bien, la caste dirigeante ne le sait plus, parce qu'elle est constituée de philistins sans éducation, mélangeant tous les concepts. Imposer l'efficacité tue la fécondité de façon sûre. Imposer un pouvoir dans un travail scientifique, qui ne fait pas et empêche de faire. Imposer une théorie de la valeur monétaire supprimant toute responsabilité, puisque tout devient interchangeable, tout n'est que caprice du chef, comme on le voit dans les nouvelles méthodes de "gestion" des personnels administratifs, que de brillants esprits veulent nous faire avaler, où tout le monde est à la fois "agriculteur, chasseur et critique d'art" (Marx-Engels "L'idéologie allemande"). Imposer une volonté de détruire toute créativité, toute innovation, d'écraser les minorités seules sources de diversité et de renouvellement, de niveler les individualités. Nos protestations nous attirèrent les foudres du chef des experts et la réprobation unanime. Nous n'étions que des "légalistes" défendant la "force injuste de la loi", comme le disait un ancien président de la République, le droit n'était qu'un outil qu'on rentrait ou qu'on sortait selon les besoins, comme dans tout système totalitaire. Que répondre à ce qui est au-delà de l'ineptie? Nous ne voulions qu'une chose : qu'on nous foute la paix pour travailler tranquillement, pour mener à bien notre réflexion scientifique, et c'était précisément ce qui était devenu interdit. Nous étions embrigadés dans une organisation féodale conçue pour empêcher les gens de travailler sereinement, dirigée par une caste qui n'avait que des ambitions de pouvoir et ne comprenait que les rapports de force. Pour défendre l'idée que nous nous faisons que notre travail, il eût fallu entrer dans ces intrigues, ces luttes de pouvoir et d'influence, devenir des porteurs d'images et de structures et par là-même nous interdire à nous-mêmes d'effectuer notre travail, être vaincus par ce totalitarisme, en accomplissant ce que le système totalitaire exigeait que l'on fit. Notre seule attitude cohérente était de résister, de protester, car finalement la caste dirigeante a une horreur absolue des cris, puisque sa ligne de conduite est d'imposer son idéologie de façon à ce que ses victimes anesthésiées en soient profondément convaincues et l'aient assimilée au point de ne plus se

rendre compte qu'elle existe.

Il n'y a aucun remède à cette situation, il est certain que ce système s'écroulera sous ses propres contradictions, il suffit d'attendre et nous attendrons. Ce qui sape le plus sûrement un tel système, c'est de continuer à faire notre travail comme nous l'entendons, car c'est cela qui gêne les fumistes déguisés en chefs, tout en criant et en faisant du tapage. Toute cette journée nous laissait une très désagréable impression de déjà vu et entendu. Nous avons été convoqués à un procès truqué, accusés d'hérésie. Toutes ces crétineries, d'images, d'unité et de pureté, de structures, de dynamique, de chefs autoritaires mais irresponsables, cette théorie de la valeur, de langage unique, de masse et de flux, de collectivisation et de négation des personnes, ces accusations de légalisme et d'incohérence, ce mépris et cette arrogance idéologique, cette théorie du pseudo-travail, tout cela reprenait mot à mot la camelote traditionnelle des totalitarismes. Toute cette journée d'inspection, cet étalage de violence molle, cette apologie de l'activité virtuelle, peut-être tout cela ne fut-il qu'un événement lui-même virtuel, une sorte de léger glissement d'état de conscience qui nous fit passer dans une réalité parallèle, ce que reflètent les formes verbales passé de ce texte, peut-être que, collectivement, nous ne fûmes victimes que d'une hallucination...